

Art. 19. Le Ministre flamand qui a les Investissements pour les Etablissements de soins dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} juin 2001.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances,
Mme M. VOGELS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 1936

[C — 2001/27418]

12 JUILLET 2001. — Décret relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Il est applicable en région de langue française.

Il a pour objet :

— de promouvoir la formation professionnelle des personnes qui travaillent dans l'agriculture, l'horticulture, l'aquaculture ou la sylviculture ainsi que des personnes occupées par la personne morale dont l'activité consiste à produire, transformer, commercialiser des produits issus de l'exploitation agricole, horticole, aquacole et sylvicole afin de leur permettre, par des possibilités de formation permanente, d'acquérir une nouvelle qualification dans les professions agricole, horticole, aquacole ou sylvicole ou d'améliorer les connaissances professionnelles qu'elles possèdent déjà;

— de promouvoir les techniques modernes de gestion des exploitations et le recours aux nouvelles technologies;

— de perfectionner la formation des formateurs, des conférenciers, du personnel, des organisateurs qui s'occupent de la formation professionnelle agricole, horticole, aquacole ou sylvicole;

— d'organiser la concertation des intéressés;

— d'encourager les activités de formation organisées par des associations d'amateurs agréées appartenant au secteur agricole, horticole, aquacole ou sylvicole pour les personnes qui s'adonnent par amateurisme à un de ces secteurs;

— de promouvoir par la formation la diversification et la qualité de la base économique agricole.

Art. 2. La formation professionnelle dans l'agriculture s'adresse :

1° à l'exploitant agricole qui s'adonne, en tant que personne physique ou comme gérant d'une personne morale, à la production agricole, ainsi qu'à l'aidant agricole, au conjoint aidant et au salarié agricole. Le présent décret intègre dans la signification du terme agricole : la production horticole, sylvicole ou d'élevage, y compris l'élevage aquacole;

2° à la personne occupée par la personne morale dont l'activité consiste à produire, transformer, commercialiser des produits issus de l'exploitation agricole ou nécessaires à celle-ci;

3° à l'association d'amateurs agréée appartenant au secteur agricole, pour des personnes qui s'adonnent par amateurisme à la production agricole, horticole, sylvicole ou d'élevage, y compris l'élevage aquacole. On entend par le terme amateur : toute personne qui effectue des travaux agricoles, horticoles, aquacoles ou sylvicoles de manière régulière avec la volonté de s'établir dans la production, cet objectif pouvant être atteint par le biais de la profession accessoire ou par l'exercice de cette activité à temps partiel;

4° au demandeur d'emploi inscrit à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ci-après dénommé le FOREm.

Le Gouvernement peut étendre le champ d'application susvisé à d'autres catégories de personnes. Dans ce cas, sa décision motivée doit prendre exclusivement en considération le développement durable dans le domaine de l'agriculture dans les limites du Plan wallon de développement rural ou le maintien de l'emploi dans celui-ci.

Seules sont éligibles au financement du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) les formations visant à améliorer la qualification professionnelle des bénéficiaires visés à l'alinéa 1^{er} qui correspondent à la définition de l'article 9 du règlement (C.E.) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements.

Art. 3. § 1^{er}. La formation de base, dont les cours font l'objet d'un examen, organisée par des centres de formation professionnelle dans l'agriculture, comporte :

1° des cours de techniques agricoles consistant en une mise à niveau technique pour les personnes qui ont reçu une formation agricole de base insuffisante (cours A);

2° des cours de gestion et d'économie agricole donnant une formation spécifique permettant aux intéressés de s'établir; cette formation sera axée sur l'étude des méthodes modernes d'organisation, de gestion et d'exploitation (cours B). Afin de pouvoir accéder aux cours B, il faut avoir suivi les cours A ou posséder un diplôme à finalité agricole du niveau de l'enseignement secondaire supérieur ou disposer d'une expérience utile suivant les conditions fixées par le Gouvernement;

3° des cours de perfectionnement en gestion et technologies visant à assurer périodiquement, par type d'exploitation, une formation approfondie en matière de technologie ou de gestion des exploitations, ou à apporter des connaissances particulières (cours C);

4° des stages dont le Gouvernement détermine les modalités.

§ 2. La formation permanente organisée par les centres visés au § 1^{er} comporte :

- 1° des cours à distance;
- 2° des séances d'étude, conférences, visites guidées et des journées de contact;
- 3° des stages dont le Gouvernement détermine les modalités.

§ 3. La formation des formateurs comprend des journées de perfectionnement destinées à assurer l'amélioration des connaissances techniques ou pédagogiques et l'encadrement des formateurs.

Art. 4. La formation des amateurs organisée par des associations d'amateurs comprend des conférences.

Art. 5. § 1^{er}. Pour être agréés, les centres de formation professionnelle doivent :

- 1° avoir recours uniquement à des formateurs agréés;
- 2° dispenser les formations dans des locaux agréés selon des modalités définies par le Gouvernement;
- 3° respecter les dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Le Gouvernement détermine :

- 1° les conditions d'organisation et les modalités pratiques des activités de formation visées aux articles 3 et 4;
- 2° les conditions à remplir pour être admis à ces cours;
- 3° les conditions à remplir pour obtenir un certificat de formation professionnelle agricole;
- 4° les conditions d'agrément des personnes chargées de dispenser des formations visées aux articles 3, §§ 1^{er}, 2, et 4;
- 5° le montant et les modalités de paiement des rémunérations, honoraires et indemnités des formateurs et des conférenciers, ainsi que des indemnités pour les participants aux activités de formation.

Art. 6. § 1^{er}. Les conditions d'agrément des centres de Formation professionnelle de type A sont les suivantes :

- 1° être institué en association sans but lucratif;
- 2° avoir la formation professionnelle des personnes travaillant ou désirant travailler dans l'agriculture, inscrite à ses statuts;
- 3° avoir son siège d'activité principale en région de langue française;
- 4° étendre ses activités à l'ensemble de la région de langue française;
- 5° disposer d'un service central composé au moins de trois personnes occupées à temps plein et possédant une qualification professionnelle suffisante dans les domaines technique et économique; l'une de ces personnes au moins doit posséder un diplôme universitaire ou supérieur non universitaire;
- 6° avoir un secrétariat présentant toute garantie pour une organisation et une planification adéquates des activités de formation professionnelle;
- 7° se soumettre au contrôle administratif, pédagogique et budgétaire de la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne.

Seuls ces centres sont compétents pour organiser toutes les actions de formation professionnelle visées à l'article 3.

§ 2. Les centres de formation professionnelle de type B sont :

- 1° les centres qui répondent aux conditions visées aux points 1°, 2°, 3° et 7° du § 1^{er};
- 2° les personnes morales de droit public qui ont notamment la formation professionnelle agricole dans leurs missions qui répondent à la condition visée au point 7° du § 1^{er}.

Les centres visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, peuvent organiser toutes les activités de formation visées à l'article 3, à l'exception des cours et des stages prévus aux points 2° et 4° du paragraphe 1^{er} de l'article 3, des stages prévus au point 3° du § 2 du même article, ainsi que des journées de contact.

Les centres visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, peuvent organiser toutes les activités de formation visées à l'article 3, à l'exception des cours et des stages prévus aux points 1° et 4° du paragraphe 1^{er} de l'article 3, des stages prévus au point 3° du § 2 du même article, ainsi que des journées de contact.

§ 3. Le Gouvernement peut déroger aux dispositions des §§ 1^{er} et 2 sur proposition dûment motivée de la Commission.

§ 4. La demande d'agrément d'un centre de formation professionnelle de type A ou B doit être introduite selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 5. Le Gouvernement peut octroyer des subventions aux centres de formation professionnelle agréés selon les modalités qu'il détermine.

Ces subventions sont destinées à couvrir, d'une part, les frais d'organisation et de fonctionnement des activités de formation et, d'autre part, le paiement des rémunérations, honoraires et indemnités des formateurs et des conférenciers, ainsi que les indemnités pour les participants aux activités de formation.

Art. 7. § 1^{er}. Les conditions d'agrément des associations d'amateurs visées à l'article 4 sont les suivantes :

- 1° avoir pour objectif la formation des amateurs au sens de l'article 2;
- 2° ne poursuivre aucun but lucratif;
- 3° avoir un siège d'activité principale en région de langue française.

§ 2. Le Gouvernement peut octroyer des subventions aux associations d'amateurs agréées selon les modalités qu'il détermine.

Ces subventions sont destinées à couvrir, d'une part, les frais d'organisation des activités de formation et, d'autre part, le paiement des rémunérations, honoraires et indemnités des formateurs et des conférenciers, ainsi que les indemnités pour les participants aux activités de formation.

§ 3. La demande d'agrément d'une association d'amateurs doit être introduite selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 8. § 1^{er}. Il est institué une Commission consultative de la formation professionnelle dans l'agriculture, ci-après dénommée la Commission.

Elle a pour missions :

1° de promouvoir l'ensemble de la formation professionnelle en agriculture en formulant un avis sur tout projet ou proposition de décret du Conseil régional wallon et sur tout projet d'arrêté du Gouvernement wallon concernant la formation professionnelle dans l'agriculture;

2° de donner au Gouvernement un avis sur les retraits d'agrément des centres de formation professionnelle dans l'agriculture et des associations d'amateurs;

3° de remettre annuellement au Gouvernement un rapport sur l'organisation et l'évaluation des programmes et des stages de formation;

4° de développer la coopération et le partenariat avec les opérateurs de la formation initiale et continuée, entre autres en matière de validation des compétences et d'accompagnement pédagogique;

5° de donner au Gouvernement des avis sur les demandes et les retraits d'agrément des maîtres de stage;

6° d'élaborer pour le Gouvernement des lignes prospectives en matière de formation pour les agriculteurs.

§ 2. La Commission se compose :

1° d'un président désigné en son sein par la Commission sur proposition de ses membres;

2° de quatre membres et autant de suppléants représentant les associations professionnelles agricoles, dont un représentant des mouvements de jeunesse agricole et une représentante des associations féminines agricoles;

3° d'un membre et d'un suppléant représentant le Ministre ayant la Formation dans ses attributions;

4° d'un membre et d'un suppléant représentant le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

5° d'un membre et d'un suppléant représentant l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

6° d'un membre et d'un suppléant représentant l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

7° d'un membre et d'un suppléant représentant la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne, qui assure le secrétariat de la Commission;

8° d'un membre et d'un suppléant représentant la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

9° d'un membre et d'un suppléant représentant les associations d'amateurs;

10° d'un membre effectif et d'un membre suppléant représentant les Ministres de l'Economie et de l'Environnement, le siège effectif revenant au représentant du Ministre concerné par les points de l'ordre du jour de la Commission;

11° d'un membre et d'un suppléant représentant des acteurs des différentes filières impliqués dans le domaine de l'environnement, de la recherche scientifique et de l'agriculture spécifique, désignés par le Gouvernement wallon;

12° d'un membre et d'un suppléant représentant le Ministre qui a la Santé dans ses attributions.

§ 3. La Commission peut être élargie à des experts et techniciens ad hoc, selon l'ordre du jour et à la demande de l'un de ses membres.

§ 4. Le mandat des membres a une durée de cinq ans. Il est renouvelable.

Il prend fin :

1° en cas de démission;

2° lorsque l'association qui a proposé un membre demande son remplacement;

3° lorsqu'un membre ne fait plus partie de l'association qui l'a proposé.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant la date normale d'expiration est remplacé par son suppléant qui achève le mandat. Ce dernier est à son tour remplacé par un suppléant.

§ 5. Le Gouvernement nomme le président de la Commission. Il nomme les membres effectifs et suppléants de la Commission sur proposition de leur mandant.

§ 6. Le Gouvernement approuve le règlement d'ordre intérieur de la Commission qui lui est soumis par celle-ci, dans les six mois de l'entrée en vigueur des arrêtés d'application du présent décret.

§ 7. Le Gouvernement peut modifier la composition de la Commission et la durée des mandats des membres.

Art. 9. S'il n'est plus satisfait aux conditions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, le Gouvernement peut suspendre ou retirer l'agrément des centres de formation, des associations d'amateurs et des personnes visées aux articles 3, §§ 1^{er}, 2, et 4, ainsi que mettre fin à l'octroi des subventions aux centres de formation, aux associations d'amateurs et aux personnes visées aux articles 3, §§ 1^{er}, 2, et 4, selon les modalités qu'il détermine.

Art. 10. L'article 2, alinéa 1^{er}, 2°, du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels est remplacé par le texte suivant :

« 2° le décret du Conseil régional wallon du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture ainsi que ses arrêtés d'exécution; ».

Art. 11. Le décret de la Communauté française du 10 juillet 1984 sur la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture est abrogé.

Les centres de formation professionnelle et les associations d'amateurs qui sont agréés, en vertu du décret de la Communauté française du 10 juillet 1984 précité, demeurent agréés selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Art. 12. Le Gouvernement remet annuellement au Conseil régional wallon, pour le 30 juin, un rapport sur l'exécution du présent décret.

Art. 13. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 12 juillet 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—————
Note

(1) *Session 2000-2001.*
Documents du Conseil 202 (2000-2001) n^{os} 1 à 18.
Compte rendu intégral. Séance publique du 3 juillet 2001.
Discussion. — Vote.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 1936

[C — 2001/27418]

12 JULI 2001. — Decreet betreffende de beroepsopleiding in de landbouw (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, daarvan.

Het is van toepassing in het Franse taalgebied.

Het is bestemd om :

— de beroepsopleiding te bevorderen van de personen die tewerkgesteld zijn in de land-, tuin- of bosbouw ofwel in de aquicultuur alsook van de personen die tewerkgesteld zijn bij een rechtspersoon die werkzaamheden verricht met het oog op de productie, verwerking en verkoop van producten afkomstig uit het landbouw-, tuinbouw-, aquicultuur- en bosbouwbedrijf om die personen d.m.v. permanente vormingen, in staat te stellen, nieuwe bekwaamheden te verwerven of hun huidige kennis te verbeteren in voornoemde sectoren;

— moderne technieken inzake bedrijfsbeheer alsook het beroep op nieuwe technologieën te bevorderen;

— de opleiding van vormingswerkers, sprekers en personeelsleden alsook van de organisatoren belast met de beroepsopleiding in de landbouw-, tuinbouw-, bosbouw- of aquicultuursector, te verbeteren;

— het overleg tussen de betrokken partijen te organiseren;

— de vormingsactiviteiten te stimuleren die georganiseerd worden door erkende liefhebbersverenigingen in de landbouw-, tuinbouw-, bosbouw- of aquicultuursector voor de personen die zich uit liefhebberij bezighouden met één van die activiteiten;

— de diversifiëring en de kwaliteit van de economische landbouwbasis te bevorderen d.m.v. vormingen.

Art. 2. De beroepsopleiding in de landbouw is gericht :

1° op de landbouwer die, als natuurlijke persoon of als beheerder van een rechtspersoon, werkzaamheden verricht m.b.t. de landbouwproductie, alsook op de medewerker, meewerkende echtgenoot of loontrekkende in de landbouwsector. In de zin van dit decreet wordt de betekenis van « landbouw » uitgebreid tot de tuinbouw-, bosbouw- of veehouderijsector, met inbegrip van aquicultuur;

2° op de personen die tewerkgesteld zijn bij een rechtspersoon die werkzaamheden verricht met het oog op de productie, verwerking en verkoop van producten afkomstig uit het landbouwbedrijf of die daar noodzakelijk voor zijn;

3° op de erkende liefhebbersvereniging in de landbouwsector, voor personen die uit liefhebberij werkzaamheden verrichten m.b.t. de landbouw-, tuinbouw-, bosbouw- of veehouderijproductie, met inbegrip van aquicultuur. Onder « liefhebber » wordt verstaan : elke persoon die regelmatig werkzaamheden verricht in de landbouw-, tuinbouw-, bosbouw- of aquicultuursector en die van plan is zich in één van die sectoren te vestigen door de uitoefening van een neven- of deeltijds beroep;

4° op de werkzoekende ingeschreven bij de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), hierna de « FOREm » genoemd.

De Regering mag het bovenvermelde toepassingsgebied uitbreiden tot andere categorieën personen. In dat geval moet haar met redenen omklede beslissing uitsluitend rekening houden met de duurzame ontwikkeling in de landbouwsector binnen de grenzen van het « Plan wallon de développement rural » (Waal plan voor plattelandontwikkeling) of met het behoud van de tewerkstelling in die sector.

In aanmerking voor de tegemoetkoming van het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) komen enkel de vormingen die bestemd zijn om de scholing van de in het eerste lid bedoelde gerechtigden te verbeteren en die overeenstemmen met de omschrijving van artikel 9 van de verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en waarbij sommige verordeningen worden gewijzigd of opgeheven.

Art. 3. § 1. De basisvorming, waarvan na het volgen van cursussen een examen afgelegd wordt en die georganiseerd wordt door scholingscentra, bevat :

1° cursussen landbouwtechnieken die de technische bijscholing beogen van personen met onvoldoende basiskennis van de landbouwsector (A-cursussen);

2° specifieke cursussen beheer en landbouweconomie die de betrokkenen in staat stellen zich te vestigen; die vorming is gegrond op de studie van moderne organisatie-, beheers- en exploitatiemethoden (B-cursussen). Om toegang te krijgen tot B-cursussen moet de betrokkene A-cursussen hebben gevolgd of in het bezit zijn van een landbouwgericht diploma van hetzelfde niveau als het hoger secundair onderwijs ofwel beschikken over een nuttige ervaring volgens de door de Regering vastgestelde voorwaarden;

3° bijscholingscursussen beheer en technologieën die periodiek en per soort bedrijf zorgen voor een grondige vorming inzake technologie of bedrijfsbeheer, of voor andere bijzondere vormingen (C-cursussen);

4° stages waarvan de modaliteiten vastgesteld worden door de Regering.

§ 2. De vaste vorming georganiseerd door de in § 1 bedoelde centra bevat :

1° afstandscursussen;

2° studiesessies, lezingen, rondleidingen en contactdagen;

3° stages waarvan de modaliteiten vastgesteld worden door de Regering.

§ 3. De opleiding van de vormingswerkers bevat bijscholingsdagen bestemd om de technische of pedagogische kennis te verbeteren en om de vormingswerkers te begeleiden.

Art. 4. De door liefhebbersverenigingen georganiseerde vorming voor liefhebbers bevat lezingen.

Art. 5. § 1. Om erkend te worden, moeten de scholingscentra :

1° enkel een beroep doen op erkende vormingswerkers;

2° de vormingen geven in lokalen die erkend zijn volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten;

3° de voorschriften van dit besluit en van zijn uitvoeringsbesluiten in acht nemen.

§ 2. De Regering bepaalt :

1° de organisatievoorwaarden en de praktische modaliteiten m.b.t. de in artikel 3 en 4 bedoelde vormingsactiviteiten;

2° de voorwaarden om toegang tot die cursussen te krijgen;

3° de voorwaarden om een vakbekwaamheidscertificaat als landbouwer te krijgen;

4° de erkenningsvoorwaarden voor de in artikelen 3, §§ 1, 2, en 4 bedoelde vormingswerkers;

5° het bedrag van en de betalingsmodaliteiten m.b.t. de bezoldigingen, erelonen en vergoedingen van vormingswerkers en sprekers, alsook m.b.t. de vergoedingen bestemd voor personen die deelnemen aan vormingsactiviteiten.

Art. 6. § 1. De erkenningsvoorwaarden voor scholingscentra van type A zijn de volgende :

1° opgericht worden als vereniging zonder winstoogmerk;

2° over statuten beschikken waarin de beroepsopleiding van personen tewerkgesteld in de landbouw of die van plan zijn in die sector te werken, opgenomen wordt;

3° voornamelijk gevestigd zijn in het Franse taalgebied;

4° zijn activiteiten uitbreiden tot het gehele Franse taalgebied;

5° beschikken over een centrale dienst met minstens drie voltijds tewerkgestelde personen die voldoende bekwaam zijn op technisch en economisch gebied; ten minste één van die personen moet in het bezit zijn van een universitaire of niet-universitaire hogere diploma;

6° over een secretariaat beschikken dat zorgt voor een gepaste organisatie en planning van beroepsopleidingsactiviteiten.

7° zich onderwerpen aan de administratieve, pedagogische en budgettaire controle van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Alleen die centra zijn bevoegd om alle in artikel 3 bedoelde beroepsopleidingsactiviteiten te organiseren.

§ 2. De scholingscentra van type B zijn :

1° alle centra die voldoen aan de in § 1, 1°, 2°, 3° en 7°, bedoelde voorwaarden;

2° de publiekrechtelijke rechtspersonen die o.a. belast zijn met de landbouwersvorming en die voldoen aan de in § 1, 7°, bedoelde voorwaarde.

De in het eerste lid, 1°, bedoelde centra mogen alle in artikel 3 bedoelde vormingsactiviteiten organiseren, met uitzondering van de cursussen en stages bedoeld in artikel 3, § 1, 2° en 4°, de stages bedoeld in § 2, 3°, van hetzelfde artikel, en de contactdagen.

De in het eerste lid, 2°, bedoelde centra mogen alle in artikel 3 bedoelde vormingsactiviteiten organiseren, met uitzondering van de cursussen en stages bedoeld in artikel 3, § 1, 1° en 4°, de stages bedoeld in § 2, 3°, van hetzelfde artikel, en de contactdagen.

§ 3. De Regering mag afwijken van de voorschriften van §§ 1 en 2 op voorstel van de Commissie, dat behoorlijk met redenen omkleed moet zijn.

§ 4. De erkenningsaanvraag van een scholingscentrum van type A of B moet worden ingediend overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

§ 5. De Regering mag toelagen toekennen aan de erkende scholingscentra overeenkomstig de door haar vastgestelde modaliteiten.

De organisatie- en werkingskosten m.b.t. vormingsactiviteiten enerzijds en de betaling van bezoldigingen, erelonen en vergoedingen van vormingswerkers en sprekers, alsook de vergoedingen voor de personen die deelnemen aan vormingsactiviteiten anderzijds, worden gedekt door die toelagen.

Art. 7. § 1. De erkenningsvoorwaarden m.b.t. de in artikel 4 bedoelde liefhebbersverenigingen zijn de volgende :

1° de vorming van amateurs in de zin van artikel 2 als doelstelling hebben;

2° geen winstoogmerk hebben;

3° voornamelijk gevestigd zijn in het Franse taalgebied.

§ 2. De Regering mag toelagen toekennen aan erkende liefhebbersverenigingen overeenkomstig de door haar vastgestelde modaliteiten.

De organisatiekosten m.b.t. vormingsactiviteiten enerzijds en de betaling van bezoldigingen, erelonen en vergoedingen van vormingswerkers en sprekers, alsook de vergoedingen voor de personen die deelnemen aan vormingsactiviteiten anderzijds, worden gedekt door die toelagen.

§ 3. De erkenningsaanvraag m.b.t. een liefhebbersvereniging moet worden ingediend overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Art. 8. § 1. Een Adviescommissie voor de landbouwersvorming, hierna de « Commissie » genoemd, wordt ingesteld.

Haar opdrachten bestaan erin :

1° het geheel van de landbouwersvorming te bevorderen door een advies uit te brengen over elk ontwerp of voorstel van decreet van de Waalse Gewestraad en over elk ontwerp van besluit van de Waalse Regering betreffende de landbouwersvorming;

2° een advies te geven aan de Regering over erkenningsintrekkingen m.b.t. scholingscentra voor landbouwers en amateurverenigingen;

3° een jaarlijks verslag over de organisatie en evaluatie van vormingsprogramma's en -stages te overhandigen aan de Regering;

4° de samenwerking en het partnerschap met de operatoren van de aanvankelijke en voortgezette opleiding te ontwikkelen, namelijk inzake de geldigheidsverklaring van de bevoegdheden en de pedagogische begeleiding;

5° adviezen te geven aan de Regering over erkenningsaanvragen en -intrekkingen m.b.t. stagemeesters;

6° richtsnoeren inzake landbouwersvorming op te stellen voor de Regering.

§ 2. De Commissie bestaat uit :

1° één voorzitter aangewezen binnen en door de Commissie op voorstel van de leden;

2° vier leden en hetzelfde aantal plaatsvervangers ter vertegenwoordiging van de landbouwersverenigingen, waarvan één vertegenwoordiger van de jeugdbewegingen en één vertegenwoordiger van de boerinnenbonden;

3° één lid en één plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van de Minister die belast is met de Vorming;

4° één lid en één plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van de Minister die belast is met de Landbouw;

5° één lid en één plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

6° één lid en één plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises » (Instituut voor Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen);

7° één lid en één plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest, die het secretariaat van de Commissie waarneemt;

8° één lid en één plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

9° één lid en één plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van de amateurverenigingen;

10° één gewoon lid en één plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van de Ministers van Economie en Leefmilieu; de werkelijke zetel wordt toegekend aan de vertegenwoordiger van de Minister onders wiens bevoegdheid één of ander agendapunt van de Commissie valt;

11° één lid en één plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van de verschillende actoren die actief zijn op het gebied van landbouw, wetenschappelijk onderzoek en specifieke landbouw en die aangewezen zijn door de Waalse Regering;

12° één lid en één plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van de Minister die belast is met de Gezondheid.

§ 3. De Commissie mag worden uitgebreid tot gepaste deskundigen en technici, volgens de agenda en op aanvraag van één van haar leden.

§ 4. Het mandaat van de leden heeft een duur van vijf jaar. Het mag worden verlengd.

Het eindigt :

1° in geval van ontslag;

2° wanneer de vereniging die een lid heeft voorgedragen, zijn vervanging aanvraagt;

3° wanneer een lid geen deel meer uitmaakt van de vereniging die hem voorgedragen heeft.

Het lid dat ophoudt zijn mandaat uit te oefenen vóór de normale verstrijksdatum, wordt vervangen door zijn plaatsvervanger die het mandaat voltooit. Die laatste wordt op zijn beurt vervangen door een plaatsvervanger.

§ 5. De Regering benoemt de voorzitter van de Commissie. Ze benoemt de gewone en plaatsvervangende Commissieleden op voorstel van hun lastgever.

§ 6. De Regering keurt het huishoudelijk reglement van de Commissie goed dat haar door die laatste voorgelegd wordt, binnen zes maanden vanaf de inwerkingtreding van de uitvoeringsbesluiten van dit decreet.

§ 7. De Regering mag de samenstelling van de Commissie en de duur van de mandaten van haar leden wijzigen.

Art. 9. Indien niet meer wordt voldaan aan de voorwaarden van voorliggend decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten, mag de Regering de erkenning schorsen of intrekken van de scholingscentra, amateurverenigingen en personen bedoeld in artikelen 3, §§ 1, 2, en 4, en de toekenning van toelagen aan de scholingscentra, liefhebbersverenigingen en personen bedoeld in artikelen 3, §§ 1, 2, en 4, overeenkomstig de door haar vastgestelde modaliteiten stopzetten.

Art. 10. Artikel 2, eerste lid, 2°, van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing, wordt gewijzigd als volgt :

« 2° het decreet van de Waalse Gewestraad van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw alsook zijn uitvoeringsbesluiten; ».

Art. 11. Het decreet van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1984 over de beroepsvorming van personen die in de landbouw werken, wordt opgeheven.

De scholingscentra en amateurverenigingen die erkend zijn overeenkomstig het voornoemde decreet van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1984, blijven erkend overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Art. 12. De Regering maakt uiterlijk 30 juni van elk jaar een verslag over de uitvoering van voorliggend decreet aan de Waalse Gewestraad over.

Art. 13. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van voorliggend decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 juli 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Stukken van de Raad 202 (2000-2001) nrs. 1 tot 18.

Volledig verslag. Openbare vergadering van 3 juli 2001.

Bespreking. — Stemming.